

TABLEAU COMPARATIF

Texte du projet de loi	Texte considéré comme adopté en première lecture par l'Assemblée nationale	Propositions de la Commission
Article premier.	Article premier.	Article premier.
Le Gouvernement est autorisé à prendre par ordonnances, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente loi et conformément aux dispositions de l'article 38 de la Constitution, toutes mesures :	Le Gouvernement à compter de la promulgation de la présente mesures :	Sans modification
1° modifiant la législation relative à l'assurance vieillesse en vue d'assurer l'équilibre financier des régimes de base obligatoires ;	1° modifiant le mode de revalorisation des pensions de retraite et d'invalidité servies par le régime général de sécurité sociale ainsi que par les régimes appliquant les mêmes règles de revalorisation et, pour les personnes ayant été affiliées à plusieurs régimes d'assurance vieillesse de base obligatoires, les conditions de prise en compte des durées d'assurance pour le calcul de leurs pensions, en vue d'assurer l'équilibre financier des régimes susmentionnés;	
2° modifiant les dispositions relatives aux prestations servies par les organismes débiteurs de prestations familiales, en vue d'en adapter la nature et le montant à la situation matérielle des familles, d'en simplifier le régime et d'assurer l'équilibre financier de la branche famille ;	2° modifiant les dispositions législatives relativesfamiliales en vue d'élargir l'assiette des revenus lorsque ces derniers constituent déjà un critère de leur attribution, de soumettre complètement à ce critère celles d'entre elles qui le sont déjà partiellement, d'en harmoniser les délais de prescription, d'en simplifier les modalités de gestion et d'assurer l'équilibre financier de la branche famille;	
3° modifiant les dispositions relatives aux relations entre les organismes de sécurité sociale, les professions médicales et paramédicales et les assurés sociaux, ainsi que celles concernant la protection sociale, la formation et l'orientation des membres desdites professions, en vue d'améliorer, par des incitations et des modalités appropriées	3° Alinéa sans modification	

Texte du projet de loi	Texte considéré comme adopté en première lecture par l'Assemblée nationale	Propositions de la Commission
<p>de mesure, de contrôle et de responsabilisation, la qualité des soins et la maîtrise des dépenses de santé ;</p>	4° instituant	
<p>4° instituant des prélèvements faisant contribuer au financement de la protection sociale et à l'équilibre financier des organismes qui y concourent les entreprises exploitant des spécialités pharmaceutiques, celles qui effectuent des versements au profit de leurs salariés au titre de la prévoyance et, au titre des frais engagés pour le recouvrement des sommes dues, les débiteurs des organismes de sécurité sociale ;</p>	<p>... prévoyance, et les débiteurs des organismes de sécurité sociale, au titre sommes dues;</p>	
<p>5° modifiant la législation relative à l'organisation et à l'équipement sanitaires ainsi que celle relative à l'organisation, au fonctionnement et aux modalités de financement et de contrôle des établissements de santé, en vue d'assurer, en créant le cas échéant de nouvelles instances de décision, une répartition plus adaptée des responsabilités, une attribution plus efficace des moyens de ces établissements et une meilleure maîtrise des coûts ;</p>	5° Alinéa sans modification	
<p>6° modifiant les dispositions relatives à l'organisation, au fonctionnement, au champ d'application et aux relations mutuelles des institutions, régimes et branches de sécurité sociale, afin d'en simplifier et d'en rationaliser les structures et la gestion ;</p>	6° Alinéa sans modification	
<p>7° définissant, sans empiéter sur le domaine exclusif de la loi de finances, les modalités de consolidation et d'apurement de la dette accumulée au 31 décembre 1995 par le régime général de sécurité sociale et, le cas échéant, par le régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles, ainsi que du déficit prévisionnel de l'exercice 1996 de ces régimes, et instituant les organismes et les ressources, notamment fiscales, nécessaires à cet effet ;</p>	7° définissant, ...	
<p>8° modifiant, sous la même réserve, les dispositions relatives au fonds de solidarité vieillesse pour recentrer ses</p>	<p>.... sécurité sociale et par le régime d'assurance effet ;</p>	
	8° Alinéa sans modification	

Texte du projet de loi	Texte considéré comme adopté en première lecture par l'Assemblée nationale	Propositions de la Commission
<p>missions sur le financement des prestations relevant de la solidarité nationale tout en préservant, par les ressources mentionnées au 7° ci-dessus, la neutralité de cette mesure pour le budget de l'État.</p>	<p>Art. 2.</p> <p>Sous constitutionnelle, les mesures visées par les 1° à 4° et 6° à 8° de l'article premier ci-dessus concernant le financement et la maîtrise des dépenses des régimes obligatoires de base de sécurité sociale, destinées à la réduction du déficit pour l'année 1996, pourront prendre effet rétroactivement, au plus tôt le 1^{er} janvier 1996.</p>	<p>Art. 2.</p> <p>Sans modification</p>
<p>Art. 2.</p> <p>Sous réserve des principes de valeur constitutionnelle, les ordonnances prises en application de l'article premier pourront prendre effet rétroactivement et au plus tôt le 1^{er} janvier 1996, à l'exception des mesures prévues au 5° et pour autant qu'elles concernent des mesures de financement, d'économie ou de trésorerie nécessaires à la réduction du déficit prévisionnel des régimes obligatoires de base de sécurité sociale pour 1996.</p>	<p>Art. 3.</p> <p>Sans modification</p>	<p>Art. 3.</p> <p>Sans modification</p>
<p>Art. 3.</p> <p>Le projet de loi portant ratification des ordonnances prises en vertu de l'article premier sera déposé devant le Parlement au plus tard le 31 mai 1996.</p>		